

Mère expulsée d'un HLM à Nice : le maire de la ville Christian Estrosi «assume»

Par [Dinah Cohen](#)

Publié il y a 1 heure,

Mis à jour il y a 32 minutes

Invité sur France 2, l'élú a assuré que cette famille «pourrissait la vie des locataires d'un immeuble».

Le 4 septembre, le tribunal judiciaire de Nice (Alpes-Maritimes) a accédé à la demande du bailleur social Côte d'Azur Habitat, qui souhaitait pouvoir expulser les locataires d'un de ses logements HLM après une condamnation pénale pour trafics de stupéfiants et de dégradations au sein de l'immeuble par l'un des deux locataires. Alors que la décision a pu susciter l'émoi de certaines associations, l'édile (ex-LR) de la ville, Christian Estrosi, a dit l'«*assumer*».

«*On en a ras le bol de voir qu'une famille puisse pourrir la vie des locataires d'un immeuble*», s'est encore indigné l'élú. Invité sur [France 2](#) ce mardi, Christian Estrosi n'a pas souhaité remettre en cause l'expulsion de cette famille niçoise. Au contraire. Selon lui, «*les responsables de cette famille ont reçu je ne sais combien d'injonctions depuis 2018 parce qu'il y a un ou plusieurs individus dans cette famille qui trafiquent les drogues, causent des nuisances sonores, dégradent les boîtes aux lettres, les halls d'immeubles, qui vont briser les vitrines du siège du bailleur social.*»

«Ca ne va pas s'arrêter là»

Dans ce contexte, le maire considère que «*le chef de famille aurait pu réagir*» avant d'en arriver à l'expulsion. «*Nous avons enfin obtenu une décision de justice qui fera jurisprudence*», s'est félicité l'élú. Et d'ajouter : «*Je vous prie de croire que ça ne va pas s'arrêter là.*»

Désormais, Christian Estrosi a déclaré avoir lancé «*d'autres procédures qui sont dans la même situation*». «*On n'a pas investi à Nice 750 millions d'euros pour refaire toutes les cités et les quartiers qui sont en zone de rénovation urbaine pour aujourd'hui avoir des familles qui continuent à pourrir la vie des autres*», a-t-il asséné. Alors que ces derniers «*ont envie de trouver la quiétude dans leur logement et vivre dignement.*»

Interrogé sur la réforme des retraites - alors que le chef de l'Etat songe à relancer le dossier -, Christian Estrosi a estimé qu'il y a en effet «*es sujets à ouvrir*». «*On peut les ouvrir avant la fin du quinquennat, mais sans doute pas aller au bout de la réforme*», a-t-il déclaré, jugeant malgré tout cette réforme «*urgente*».